

deux ans à titre de sous-secrétaire d'État. Le contrôle qu'il exerce de son portefeuille n'est pas surprenant ou remis en question, tout en étant central à la conduite des affaires extérieures du pays et à la direction du ministère.

À la mi-mars 1949, Arnold Heeney succède finalement à Pearson, au poste de sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Heeney, qui avait été le premier secrétaire du Cabinet et greffier du Conseil privé, connaît parfaitement la vie politique d'Ottawa mais est moins bien versé dans les affaires internationales. Il doit fournir les talents administratifs que son ministre n'a pas, ce qui libère ce dernier «de poursuivre les buts politiques qu'il avait longtemps recherchés».² Son arrivée conduit à d'autres changements. Norman Robertson revient à Ottawa remplacer Heeney auprès du Cabinet et Dana Wilgress devient haut-commissaire à Londres. Les autres grandes ambassades ne sont pas touchées : Hume Wrong reste ambassadeur à Washington, Georges Vanier, à Paris, et A.G.L. McNaughton, délégué permanent auprès des Nations Unies. Escott Reid, qui avait remplacé Pearson, par intérim, comme sous-secrétaire d'État, accepte le nouveau poste de sous-secrétaire d'État adjoint, ce qui assure que le flot déjà existant d'idées et de notes sera maintenu, au moins jusqu'au niveau de Heeney.³

Cette continuité, dans les plus hauts échelons, est parallèle à celle de tendances et de circonstances qui sont là depuis plusieurs années. Ainsi, les pressions se poursuivent pour que le Canada accroisse son nombre de missions ou sa présence dans des conférences. Le Pakistan et le Ceylan sont les «deux seuls pays du Commonwealth où le Canada n'est pas représenté». Dans le cas du Pakistan, un haut-commissaire y est désigné avant la fin de 1949 et son bureau est ouvert un mois plus tard. Quant à Ceylan, la question restera ouverte jusqu'après la conférence de Colombo, au début de 1950 (documents 6 à 8). Les pays de l'Amérique latine sont prêts à échanger des ambassadeurs, mais la réponse du Canada et sa préoccupation au sujet de la légitimité des gouvernements de cette région, plutôt qu'avec les grandes questions touchant l'hémisphère, font montre d'une négligence relative face à cette Amérique (document 10 et chapitre 14).

²Geoffrey A.H. Pearson, *Seize the Day : Lester B. Pearson and Crisis Diplomacy* (Ottawa, 1993), p. 10. John English, dans *The Worldly Years : The Life of Lester Pearson, II : 1949-1972* (Toronto, 1992), écrit que les «capacités administratives de Pearson n'étaient guère admirées» (p. 9). Dans ses mémoires, *The Things That Are Caesar's* (Toronto, 1972), Heeney remarque (p. 98) que «Pearson avait peu de temps, et peu de goût, pour les problèmes administratifs. Ses talents allaient dans le sens du développement et de la négociation d'avenues de solutions en vue d'actions au niveau politique. On a souvent dit et écrit, à son sujet, qu'il n'aimait pas diriger un ministère et que, par conséquent, il y arrivait mal, laissant à ses adjoints, ultimement à son sous-ministre, les décisions difficiles liées à la gestion du personnel et l'administration au jour le jour». Avec des talents et intérêts différents, note J.L. Granatstein, Pearson et Heeney se complétaient très bien. Voir : *A Man of Influence : Norman A. Robertson and Canadian Statecraft 1929-1968* (Toronto, 1981), p. 241.

³Pearson, *Seize the Day*, chapitre 1^{er}. *Rapport du ministère des Affaires extérieures du Canada, 1949* (Ottawa, 1950) p. 8 et 13. Concernant les développements administratifs, lire aussi l'histoire officielle par John Hilliker et Donald Barry, *Le ministère des affaires extérieures du Canada, II : L'essor, 1946-1968* (Québec, 1995), chapitre 2.